

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 29 (1979)

Heft: 3/4

Autor: Vuilleumier, Marc

Buchbesprechung: Du féminisme à l'égalité politique. Un siècle de luttes en Suisse, 1868-1971 [Susanna Woodtli]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

vateurs accusent leurs adversaires de préparer un coup de force en cas d'insuccès, Druey déclare à Fazy ne pas être «pédant» en la matière et fort bien comprendre qu'on oppose «la violence du poing et du mousquet à la violence des écus». Au printemps de 1850, lors des assemblées de Münsingen, s'attendant à des troubles et à un coup de main conservateur sur le gouvernement bernois, il engage Delarageaz à préparer les troupes vaudoises à intervenir, même sans ordre du Conseil fédéral qui pourrait être dans l'impossibilité de le donner.

Le grand avantage de cette correspondance, c'est qu'elle permet de rompre avec la vision par trop cantonale de notre historiographie et qu'elle nous montre qu'au XIXe siècle déjà l'action politique dépassait largement les frontières qui, trop souvent, bornent encore l'horizon des historiens d'aujourd'hui. On y trouvera encore une foule de choses concernant la politique vaudoise, celle des autres cantons romands et les rapports qu'entretenait Druey avec leurs hommes politiques. On y admirera, une fois de plus, sa manière inimitable de s'épancher, de prodiguer conseils et enseignements, parfois sur un ton moralisateur, son sens politique, son empirisme, son flair enfin qui l'amène à abandonner sans scrupule ce qu'il défendait auparavant. «C'est très bien que les principes, mais il y a temps et mode pour les appliquer», écrit le fondateur du radicalisme vaudois.

Un index général des noms de personnes termine la publication des trois volumes; on regrettera qu'il n'ait pas été étendu aux notes et au répertoire des lettres non publiées, ce qui aurait été des plus utiles. L'annotation, généralement bonne, facilite la lecture de ces documents; on aurait parfois souhaité qu'elle serre de plus près le texte au lieu de se borner à transcrire les articles de tel ou tel ouvrage de référence: qu'était-ce que l'attaque de Tourte (p. 158), l'article du *Landbote* contre le consul Wanner (p. 175), les aventures militaires d'Ochsenbein (p. 207)? Si une note explique qui est Napoléon le Petit (p. 175), on cherche vainement celle qui identifierait Warnery (p. 161). Signalons, pour terminer, quelques menues erreurs: p. 10, le décret fribourgeois auquel il est fait allusion est celui qui a chassé les Jésuites; p. 18: le Julien dont parle Druey n'est pas le libraire genevois mais le révolutionnaire français Marc-Antoine Jullien de Paris, auteur d'ouvrages sur Pestalozzi qui contribuèrent à diffuser les principes du pédagogue à travers l'Europe; p. 91: le sort de l'imprimerie Bonamici est connu grâce aux études de Menghini et de Silvestrini; p. 93 et 148: le réfugié français dont il est question est Grégoire Champseix; p. 95: en 1849, L. N. Bonaparte est président de la République; p. 163: V. Hugo ne s'est pas réfugié en Suisse; ce n'est pas sa présence qui souleva des «discussions diplomatiques» mais la diffusion de ses libelles; p. 164: la mascarade du 2 janvier 1852 s'était produite à Lausanne, où, selon la plainte d'un voyageur à la Légation française, le cortège d'une revue aurait parodié l'expédition de Rome. Le gouvernement vaudois minimisa l'affaire qui n'eut pas de suite; p. 182: il n'est pas question des élections genevoises de 1852 mais de celles de 1853 où Fazy et ses partisans seront battus et remplacés par le «gouvernement réparateur».

Genève

Marc Vuilleumier

SUSANNA WOODTLI, *Du féminisme à l'égalité politique. Un siècle de luttes en Suisse, 1868-1971*. Lausanne, Payot, 1977. In-8°. 160 p. + 16 h. t.

Il est heureux que cet ouvrage, paru en allemand en 1975, ait été traduit et publié en français deux ans plus tard. En effet, sur ce sujet toujours actuel, on ne disposait, jusqu'à présent, d'aucune étude historique valable et facilement accessible. L'auteur

ne s'est pas bornée à reprendre ce qui avait déjà paru, ici ou là; elle s'est livrée à des recherches originales et a découvert nombre de choses nouvelles, susceptibles de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire.

Tout d'abord, contrairement à ce que l'on pourrait croire, si la Suisse a été l'avant-dernier pays d'Europe à accorder aux femmes l'égalité politique, elle a été l'un des premiers à discuter des problèmes de l'égalité entre les sexes, au XIXe siècle déjà. C'est en 1868 qu'à Genève, dans le sillage de la Ligue internationale de la Paix et de la Liberté, Marie Goegg-Pouchoulin fonda l'Association internationale des femmes, avec deux autres Genevoises. Cette organisation publia un petit journal et lança toute une série de revendications dont certaines aboutirent (admission des femmes à l'Université de Genève, suppression de la tutelle des célibataires et veuves dans le canton de Vaud ...). La biographie de Marie Goegg-Pouchoulin, établie pour la première fois, ne manque pas d'intérêt.

Après avoir esquissé à grands traits l'évolution due à l'industrialisation, l'auteur évoque trois personnalités féminines: Camille Vidart, Pauline Chaponnière-Chaix, Emma Pieczynska-Reichenbach, qui animèrent l'Union des femmes de Genève, fondée en 1891, laquelle organisera, en 1896, lors de l'Exposition nationale, le premier Congrès féminin suisse. Parmi les hommes qui soutinrent ces initiatives, Auguste de Morsier, député, ardent partisan du suffrage féminin et figure originale de ce courant «social» qui se manifestait au sein des milieux conservateurs protestants genevois.

Après avoir évoqué les premières femmes universitaires à Zurich et leurs luttes, S. Woodtli en vient à la fondation de l'Alliance des sociétés féminines suisses, en 1900, sous la présidence de Hélène de Mulinen. C'est l'époque où, avant la première guerre mondiale, s'affirment les organisations féminines socialistes et catholiques qui, toutes deux, demeurent à l'écart de l'Alliance.

L'entre-deux-guerres est une époque de «calme plat», mais non dépourvue d'événements intéressants: proposition visant à décriminaliser l'avortement, faite à Bâle par le député socialiste (bientôt communiste) Franz Welti, en 1920, votes sur le suffrage féminin dans divers cantons. Il faudra attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que la question du suffrage féminin soit reprise et enfin résolue, tandis que, depuis les années 1960, d'autres revendications féministes apparaissent, avancées souvent par des groupes plus radicaux.

D'une lecture facile et agréable, ce livre, qui fait une large place aux biographies, significatives, des militantes féministes, a le double mérite d'offrir un aperçu très valable des luttes en faveur de l'égalité et de donner aux historiens nombre d'éléments et de points de repère utilisables pour des recherches ultérieures.

Il me semble toutefois criticable pour tout ce qui touche aux rapports entre féminisme et mouvement ouvrier. Au début déjà, l'opposition entre Marie Goegg-Pouchoulin et les premières militantes de l'Internationale a échappé à l'auteur; plus tard, l'action de l'Union syndicale pour organiser les ouvrières et celle de Margarete Faas-Hardegger auraient mérité un examen plus attentif; les quelques lignes consacrées aux socialistes qui «ne veulent pas de femmes éduquées dans leurs rangs» mais «des éléments qui suivent aveuglément les mots d'ordre» (p. 70) sont profondément injustes et caricaturales. De même, lors du récit du meeting de Bâle, en 1919, consacré au «problème sexuel», il aurait été nécessaire de ne pas s'en tenir aux *Basler Nachrichten* et de montrer l'arrière-fond de divisions et d'âpres luttes de tendances chez les socialistes sans lequel le déroulement de la manifestation n'est pas compréhensible. On aurait également souhaité que certaines organisations soient mieux

situées dans leur contexte politique et idéologique, ce qui d'ailleurs permettrait de mieux saisir les oppositions entre femmes socialistes et féministes «bourgeoises».¹

Autre domaine où l'on aimerait en savoir plus, c'est tout ce qui touche à la condition féminine et à ses transformations. Par exemple la modification du foyer par suite de l'industrialisation, la séparation toujours plus profonde entre l'univers du travail masculin et celui de la ménagère, l'impact des premières conserves industrielles sur la vie familiale, toutes ces remarques pertinentes (parmi beaucoup d'autres) sont autant de directions pour de nouvelles recherches à entreprendre, recherches qui, à l'instar de ce qui se fait à l'étranger, déboucheraient sur une véritable histoire de la vie quotidienne. Vaste programme qui dépasse de beaucoup le féminisme et le sujet de ce livre.

Genève

Marc Vuilleumier

¹ Relevons une petite erreur: la féministe allemande Gertrude Guillaume-von Schack n'était pas l'épouse de James Guillaume, l'historien de la première Internationale, mais une de ses belles-sœurs.

ALLGEMEINE GESCHICHTE – HISTOIRE GÉNÉRALE

WERNER DAHLHEIM, *Gewalt und Herrschaft; das provinzielle Herrschaftssystem der römischen Republik*, de Gruyter, 1977, XV, 333 Seiten.

Das römische Provinzialsystem ist im letzten Jahrhundert vorwiegend unter systematischen Gesichtspunkten behandelt worden (so von Th. Mommsen, J. Marquardt u. a. m.), obwohl man wusste, dass der Begriff der Provinz sich allmählich gebildet hatte und die Provinzialverwaltung ebenfalls ein Ergebnis geschichtlicher Entwicklung war. Werner Dahlheim, der schon in seiner Dissertation («Struktur und Entwicklung des röm. Völkerrechts im 3. und 2. Jh. v. Chr.», München 1968) den entwicklungsgeschichtlichen Standpunkt eingenommen hat, versucht auch hier, die allmähliche Entstehung des römischen Provinzialsystems herauszuarbeiten. Dabei fällt der Autor aber nicht in die platte Aufzählung blosser Fakten zurück, sondern er typisiert und abstrahiert jeweils die Erscheinungsformen und setzt sie, geschult am modernen Begriffssystem von Max Weber bis Karl W. Deutsch, in Beziehung zu den Herrschaftsbedingungen der römischen Aristokratie. Damit ist diese Untersuchung zu einem der besten Bücher der letzten Jahre über dieses Thema geworden, und von diesem methodischen Ansatz her lassen sich zweifellos weitere Fragen der Republik wie des Prinzipats angehen.

In sechs Kapiteln umreißt der Autor die Zeit vom 1. Punischen Krieg bis zur Eroberung Galliens und würdigt die verschiedenen Wendepunkte der römischen Aussenpolitik: Ein erster Schritt zur Bildung des «imperium Romanum» erfolgte bekanntlich durch die Unterwerfung Siziliens im 1. Punischen Krieg. Dahlheim zeigt, wie unsicher und zögernd sich die römische Politik dieser für sie vollkommen neuen Situation gegenüber verhielt, und wie erst nach Verwerfung überkommener Verhaltensmuster (italisch-römische Wehrgemeinschaft) der Schritt zur Provinz ge-